

POLITIQUE. Vers la mise en place d'un groupe de travail

Le Département débat de l'avenir des collèges publics

A LA DEMANDE d'un tiers de ses membres, l'assemblée départementale a débattu, hier matin, lors d'une séance spéciale à Saint-Lô, de l'avenir du réseau des collèges publics de la Manche. Ce débat introduit par une requête des neuf élus de la minorité, soutenus dans cette démarche par cinq collègues non apparentés à un groupe politique et cinq membres de la majorité, visait à relancer le sujet.

Le réseau de 52 collèges publics du département va faire face, à l'horizon 2030, à « un mur démographique ». Selon des chiffres communiqués par l'opposition, la Manche va connaître « une accélération du mouvement de baisse des effectifs » dans les prochaines années, de l'ordre de 400 élèves par an. « Il nous faut travailler ensemble et différemment, partager une vision commune » a lancé le président Jean Morin, annonçant la perspective de la mise en place d'un groupe de travail avec les services de l'État : « une réunion pourrait se tenir fin février/début mars mais cette proposition est actuellement à l'état embryonnaire ».

« Débat utile »

« Aujourd'hui, nous avons un changement de braquet » a relevé Karine Duval, présidente du groupe de la Gauche sociale et écologiste. Elle a invité ses collègues à « prendre de la hauteur par rapport à une vision personnelle et cantonale du sujet », relevant que le livre blanc (2021) est « un document qui commence déjà à vieillir et qui est loin d'être parfait et à la hauteur des enjeux qui sont devant nous ». L'élue a fait part de sa vision des choses pour traiter ce sujet en organisant « des Assises départementales de l'Éducation » devant déboucher sur un « plan collèges d'avenir » traduisant « la vision politique du collège de demain » dans le département.

La question des collèges en situation de fragilité (6 sur 52 avaient moins de 200 élèves à la rentrée 2023 et 12 moins de 250) n'a pas été abordée frontalement sous l'angle d'éventuelles fermetures. Philippe Bas, président du groupe de la majorité, a appelé à un « débat utile » : « toutes les données du problème sont bien connues. Nous devons rechercher des consensus entre le conseil départemental, la communauté éducative, pas seulement l'administration, et les territoires ». Il a ajouté la Région à cette concertation « pour la question des transports ; c'est absolument déterminant. Notre objectif est de proposer un véritable pacte éducatif aux Manchois qui

maintienne le maillage de proximité le plus possible et compatible avec une qualité maintenue, voire accrue, de l'enseignement. Il en va de l'attractivité du territoire. »

Le président Morin a appelé à « avancer ensemble » et à avoir de l'ambition. Le premier vice-président, Jacky Bouvet, a alors entamé une présentation du livre blanc et des actions menées depuis sa publication, illustrées par les propos de plusieurs élus de la majorité. Un inventaire à la Prévert qui a rapidement agacé Dominique Hébert (Cherbourg) : « j'ai l'impression que l'on regarde le passé alors que l'on est là pour regarder l'avenir, le devenir de nos collègues. On vous a proposé une méthode... » a lancé l'élu. « Avant de regarder où l'on va, il est important de regarder d'où l'on vient » lui a rétorqué Jacky Bouvet.

« Ce n'est pas aujourd'hui que l'on va régler le problème, a tempéré Jean Morin. Il va falloir se revoir. » Grégory Galbadon (Coutances) a recentré le débat : « Le sujet aujourd'hui n'est pas de fermer tel ou tel collège mais de faire en sorte que cela se passe bien. Il faut que ce débat débouche sur du concret. Des assises me semblent être une bonne proposition. »

Christèle Castelein (Valognes) a estimé qu'il fallait en finir avec « un travail en silo » et avoir une vision plus large : « comment expliquer que l'on fermerait des collèges et de l'autre que l'on continuerait à financer le privé ? ». Son collègue valognais, Jacques Coquelin, est allé dans le même sens : « on ne pourra pas s'exonérer de travailler avec le privé mais on n'est pas là pour lui faire la part belle ».

La question transport et proximité est revenue à plusieurs reprises dans la discussion : « Si nos prédécesseurs ont voulu un collège par canton, c'est bien pour que nos enfants ne passent pas trop de temps sur la route. Ce n'est pas le nombre d'élèves qui doit nous guider ; il ne faut pas que l'on se substitue à l'Éducation nationale » a affirmé Jacques Coquelin. Maintenir la proximité est essentiel pour Nicole Godard (Pont-Hébert) : « imaginons l'impact d'une fermeture pour les communes... »

« Élargir le débat » à la population

Benoît Fidelin (Les Pieux) a suggéré d'élargir le débat à la population et aux familles : « expliquer une réforme, c'est le meilleur moyen de réussir ». Associer aussi les enseignants a plaidé Philippe Gosselin (Saint-Lô 1), « parce qu'ils ont des choses à dire ; il faut mettre tout le monde dans la boucle ». « La réflexion doit se poursuivre avec ceux qui connaissent le territoire » a ajouté encore Brigitte Léger-Lepaysant (Val-de-Saire).

« Les chiffres sont têtus, a rappelé Adèle Hommet vice-présidente en charge des collèges. On a perdu 20 % de nos collégiens en moins de 20 ans. Faut-il se résigner ? Non ! Il nous faut préparer demain, agir en responsabilité, sans enjeu politique. »

Pour Dominique Hébert, le débat « a permis de sortir du statu quo », insistant au passage sur le fait que « le Département devait rester à la manoeuvre » et ne pas se faire dicter ses choix par l'État. L'idée de mettre en place un groupe de travail a visiblement fait consensus : « il pourrait prendre la forme d'un comité de pilotage avec des sessions off pour faire un point sur l'avance-

ment des travaux » a suggéré Jean Morin. Le plus gros reste à faire : construire un réseau des collèges pour 2030 et les prochaines décennies.

Gilles PATRY



Pendant 2 heures et demie, les élus départementaux ont pu partager leur vision des collèges pour les prochaines décennies.